

Newsletter, 14-17 avril 2014

Session plénière

Strasbourg

Banques: les députés adoptent des mesures pour protéger les contribuables

Les députés débattent et voteront sur un paquet de mesures permettant d'engager la responsabilité des banques et non plus des contribuables, en cas de faillites des banques. Les textes législatifs, deux relatifs au mécanisme de résolution bancaire et un sur le mécanisme de garantie des dépôts pour des montants inférieurs à 100 000 euros, complètent le système de supervision bancaire et mettent l'UE sur la voie de l'union bancaire.

6

Un compte bancaire accessible à tous

Tous les clients résidant légalement dans l'UE, notamment ceux sans adresse fixe, pourront ouvrir un compte bancaire de base, conformément à l'accord conclu avec le Conseil, mis aux voix en plénière mardi. Par ailleurs, les redevances et conditions pour tous les comptes de paiement devraient être clairement définies et faciles à comparer. Les clients devraient également pouvoir opter facilement pour un autre compte de paiement qui propose de meilleures conditions.

8

Renforcer la protection des travailleurs détachés

Les travailleurs détachés dans un autre pays de l'UE seront mieux protégés, conformément à de nouvelles dispositions votées mardi, objets d'un accord informel entre le Parlement et le Conseil. L'équipe de négociation du Parlement a renforcé le texte afin de mieux faire la différence entre les réelles situations de détachement et les tentatives visant à contourner la loi. Le texte donne également aux États membres davantage de marge de manœuvre dans la mise en place de contrôles.

9

Vers une réduction de 80% des sacs plastiques d'ici 2019

Les pays de l'UE seraient tenus de réduire l'utilisation des sacs en plastique les plus utilisés et les plus polluants de 80% d'ici 2019, conformément à de nouvelles dispositions mises aux voix mercredi. Les députés débattent et voteront, jeudi, une législation visant à lutter contre les transferts illicites de déchets au sein de l'UE et vers des pays tiers.

11

La Première Guerre mondiale, 100 ans après

Les présidents des groupes politiques débattent de l'héritage de la Première Guerre mondiale et des leçons à tirer pour l'avenir de l'Europe, en présence du Président de la

Commission européenne, José Manuel Barroso, et de la présidence grecque. Le débat se tiendra mercredi matin à partir de 09h00. 13

Aide de l'UE aux régions touchées par des catastrophes naturelles en Europe

L'aide de l'UE aux États membres ou aux pays candidats touchés par une catastrophe naturelle devrait être apportée de manière plus rapide et efficace grâce au Fonds de solidarité de l'UE voté mercredi. Les changements, conclus de façon informelle avec le Conseil, incluent une prolongation des délais de 10 à 12 semaines pour demander de l'aide, le paiement anticipé de 10% de l'aide, et la simplification des critères d'approbation en cas de catastrophe "régionale". 14

Le Parlement veut renforcer les dispositions sur la sécurité des produits

Le Parlement se prononcera, mardi, pour rendre obligatoires ou non les étiquettes "made in" pour des biens vendus sur le marché de l'UE. Il proposera également des sanctions plus strictes pour les entreprises qui vendent des produits potentiellement dangereux. Les propositions sont incluses dans deux nouveaux projets législatifs qui renforcent les exigences de sécurité et les règles sur la surveillance du marché, dans le but de protéger davantage les consommateurs européens. 15

Débat sur l'est de l'Ukraine

Les députés se concentreront sur l'évolution de la situation en Ukraine, et en particulier sur la pression exercée par la Russie visant à déstabiliser l'est du pays, lors d'un débat mercredi matin en présence de Stefan Füle, commissaire européen chargé de l'élargissement et de la politique de voisinage. Une résolution sera mise aux voix jeudi. 17

Maintien des droits à la retraite acquis dans l'UE

Les travailleurs européens qui s'établissent dans un autre pays de l'UE pourront sauvegarder leurs droits à pension complémentaire. La législation s'appliquera aux citoyens de l'UE qui s'installent dans un autre État membre mais aussi, sur demande du Parlement, aux travailleurs frontaliers au sein de l'UE. 18

Maladies animales et parasites: des mesures plus strictes pour renforcer la sécurité alimentaire

Le Parlement votera, mardi, sur des mesures visant à prévenir et combattre de manière efficace l'éruption de maladies animales, telles que la peste porcine africaine, et à limiter l'introduction de nouveaux parasites dans l'UE. Les députés vont également renforcer les contrôles le long de la chaîne alimentaire pour lutter contre la fraude alimentaire et améliorer la sécurité alimentaire. 19

Faciliter le réenregistrement des voitures

L'immatriculation d'une voiture dans un autre pays de l'UE devrait être facilitée, grâce à un projet de législation, voté mercredi, visant à simplifier les formalités. Les citoyens déménageant dans un autre pays au sein de l'UE devraient bénéficier d'un délai de 3 mois pour réenregistrer leur voiture, selon le Parlement. 21

Des camions plus sûrs et plus écologiques

Les conducteurs de camions devraient plus facilement repérer les piétons et cyclistes grâce à la conception de nouvelles cabines, selon de nouvelles dispositions votées mardi. D'autres modifications devraient permettre aux constructeurs de dépasser les limites actuelles de poids et de longueur afin de s'adapter aux moteurs à carburant alternatifs et d'améliorer la carrosserie pour réduire les émissions polluantes.

22

Réglementer les marchés financiers et réduire le trading à haute fréquence

Une mise à jour des dispositions visant à rendre les marchés plus sûrs et plus efficaces, à mieux protéger les investisseurs et à réduire le trading à haute fréquence sera mise aux voix mardi. Ces règles ont déjà été approuvées de manière informelle avec le Conseil des ministres.

23

Les députés veulent protéger les petits investisseurs

Les petits investisseurs devraient être mieux protégés contre les fonds d'investissement qui prennent des risques excessifs, selon un projet législatif voté mardi. Le texte adapte également les règles de rémunération des gestionnaires de fonds pour les encourager à prendre des risques raisonnables et à avoir une vision à long terme.

25

Produits d'investissement: vers une meilleure information des consommateurs

De nouvelles dispositions européennes, déjà conclues avec le Conseil, sur les informations clés à communiquer aux petits investisseurs avant la signature d'un contrat seront mises aux voix en plénière mardi. Ces règles exigent que des informations claires, comparables et exhaustives sur tout produit d'investissement soient fournies dans un document d'informations clés obligatoire, de trois pages en format A4.

26

Les députés veulent des mesures contre les importations déloyales

L'UE devrait augmenter ses droits antidumping contre les importations de pays tiers subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping et aider les petites entreprises à tirer profit des instruments de défense commerciale de l'UE, selon une résolution du Parlement votée mercredi.

27

De nouvelles mesures sur les opérations de secours pour éviter les décès en mer

De nouvelles dispositions sur les opérations de recherche et de secours qui clarifient la manière dont les garde-frontières de Frontex devraient traiter les migrants en mer, et qui précisent le lieu où ils devraient les débarquer, seront mises aux voix mercredi. Ces mesures, déjà conclues de manière informelle entre les négociateurs du Parlement et du Conseil, devraient permettre à Frontex d'être plus efficace en cas d'urgence et d'empêcher les décès en mer.

28

Un vote pour de nouveaux pouvoirs d'enquête pour les députés

Une proposition d'extension des pouvoirs d'enquête du Parlement sur les violations présumées du droit communautaire sera votée mercredi. Ces nouveaux pouvoirs incluraient le droit de mener des enquêtes de terrain, d'entendre des témoins pour qu'ils déposent sous serment, et d'avoir accès aux documents pertinents.

Vote sur le Fonds pour la pêche

Les règles de fonctionnement du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), destinées à aider les pêcheurs à se conformer aux exigences de la nouvelle politique commune de la pêche, seront votées mercredi. Le FEAMP vise à aider les pêcheurs à respecter l'interdiction des rejets de poisson en mer, par exemple en investissant dans des engins de pêche plus sélectifs, à améliorer la sécurité, les conditions de travail, la collecte des données et les infrastructures portuaires.

30

Non aux espèces exotiques envahissantes dans l'UE

Des mesures visant à empêcher l'introduction dans l'UE de plantes, animaux ou insectes exotiques envahissants, et à limiter les dégâts écologiques et économiques qu'ils causent lorsqu'ils pénètrent et se propagent sur le territoire européen, seront votées mercredi. Le projet législatif, déjà conclu de manière informelle avec les ministres de l'UE, interdirait les espèces déclarées "préoccupantes pour l'Union" et contraindrait les États membres à coordonner leurs efforts pour les éradiquer.

31

Faciliter la récupération des biens culturels exportés illégalement

Récupérer des œuvres d'art ou d'autres objets considérés comme "trésors nationaux" qui ont quitté illégalement le territoire d'un pays membre après 1993 deviendra plus facile grâce à des procédures plus souples et moins coûteuses. Si les députés approuvent l'accord informel avec le Conseil, le détenteur d'un tel objet devra désormais prouver qu'il l'a acquis de bonne foi et vérifier la légalité de l'exportation avant de pouvoir prétendre à une indemnisation pour des objets restitués.

32

Budget: des ressources propres pour réduire les contributions des États membres

La part des contributions des États membres au budget de l'UE, qui se base sur le revenu national brut (RNB), devrait être réduite de 64% à 40% du revenu total de l'UE et remplacé par de réelles "ressources propres", comme le prévoit le traité de l'UE, signale un projet de résolution voté ce mercredi. Les revenus issus de la taxe sur la valeur ajoutée, qui fournissent aujourd'hui 11% du budget de l'UE, doivent également être réformés de manière importante, ajoutent les députés.

33

Les députés veulent encourager les lobbyistes à signer le registre de transparence de l'UE

Des mesures visant à encourager les lobbyistes travaillant avec l'Union européenne à signer le registre de transparence public de l'UE et à rendre leurs relations avec les institutions plus transparentes, seront votées mardi.

34

Nouvelles règles sur le financement des partis politiques et fondations de l'UE

Un projet visant à réformer le système de financement et le statut juridique des partis politiques européens et de leurs fondations affiliées, conclu de manière informelle avec le Conseil, sera voté mercredi.

35

Vers un retrait rapide des "euphorisants légaux" du marché européen

Un projet permettant de retirer du marché européen des substances psychoactives nuisibles ("euphorisants légaux") sera mis aux voix jeudi. Les députés souhaitent protéger la santé et la sécurité des jeunes, tout en garantissant que les échanges pour une utilisation industrielle et commerciale de ces substances ne soient pas entravés. Les auteurs de délits qui enfreignent l'interdiction portant sur les substances les plus nuisibles pourraient être condamnés à dix ans de prison.

36

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 17 avril à 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

37

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et soumis au vote, figurent:

38

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2014-04-14>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live : suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Nora CHAAL

COMM - PRESS

 (+32) 2 28 32269 (BXL)

 (+33) 3 881 78290 (STR)

 (+32) 498 98 34 02

 presse-fr@europarl.europa.eu

Banques: les députés adoptent des mesures pour protéger les contribuables

Les députés débattent et voteront sur un paquet de mesures permettant d'engager la responsabilité des banques et non plus des contribuables, en cas de faillites des banques. Les textes législatifs, deux relatifs au mécanisme de résolution bancaire et un sur le mécanisme de garantie des dépôts pour des montants inférieurs à 100 000 euros, complètent le système de supervision bancaire et mettent l'UE sur la voie de l'union bancaire.

Selon les dispositions sur la résolution des crises bancaires, les premiers bénéficiaires d'une banque tels que les actionnaires et les porteurs d'obligations seraient également en première ligne en cas de faillite bancaire.

Les nouveaux dispositifs exigent des banques de financer un fonds de réserve qui pourrait être utilisé avant d'avoir recours aux contribuables en cas de pertes supplémentaires et après avoir mis à contribution les premiers bénéficiaires.

Les pays de l'Union bancaire partageront un fonds de résolution bancaire d'un montant de 55 milliards d'euros, financé par les banques et mis en place progressivement sur huit années. Les autres pays seront tenus d'établir leur propre fonds d'un montant égal à 1% des dépôts couverts pendant 10 ans.

Enfin, chaque banque doit avoir un plan de secours pour garantir qu'elle puisse être restructurée ou liquidée de manière méthodique.

La mise à jour des dispositions sur le mécanisme de garantie des dépôts obligerait les pays de l'UE à instituer leurs propres dispositifs de remboursement des dépôts garantis, financés par les banques.

Débat: mardi 15 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision, accord de première lecture (SRM et BRRD), accord de seconde lecture (DGS)

Conférences de presse: lundi 14 avril à 17h00 sur le SRM (avec les rapporteurs) et mardi 15 avril à 16h00 sur l'union bancaire (avec les rapporteurs et le commissaire Barnier)

[#SRM](#), [#DGS](#), [#BRRD](#), [#bankingunion](#)

En savoir plus

[Projet de résolution sur le mécanisme de résolution unique \(MRU\)](#)

[Projet de résolution sur les établissements de crédit et entreprises d'investissement](#)

[Projet de résolution sur le système de garantie des dépôts](#)

[Communiqué de presse sur l'accord en trilogue - Mécanisme de résolution bancaire \(20.03.2014\)](#)

[Communiqué de presse sur l'accord en trilogue - Etablissements de crédit et entreprises \(12.12.2013\)](#)

[Communiqué de presse sur l'accord en trilogue - Systèmes de garantie des dépôts \(18.12.2013\)](#)

[Profil du rapporteur Elisa Ferreira \(S&D, PT\)](#)

[Profil du rapporteur Gunnar Hökmark, \(PPE, SV\)](#)

[Profil du rapporteur Peter Simon \(S&D, DE\)](#)

[Parcours législatif: mécanisme de résolution unique](#)

[Parcours législatif: établissements de crédit et entreprises d'investissement:](#)

[Parcours législatif: systèmes de garantie des dépôts](#)

[Conférence de presse à l'issue du trilogue sur le mécanisme de résolution unique \(20.03.2014\)](#)

[Note d'information](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Un compte bancaire accessible à tous

Tous les clients résidant légalement dans l'UE, notamment ceux sans adresse fixe, pourront ouvrir un compte bancaire de base, conformément à l'accord conclu avec le Conseil, mis aux voix en plénière mardi. Par ailleurs, les redevances et conditions pour tous les comptes de paiement devraient être clairement définies et faciles à comparer. Les clients devraient également pouvoir opter facilement pour un autre compte de paiement qui propose de meilleures conditions.

Le Parlement a insisté pour que suffisamment d'établissements de crédit proposent de tels comptes de paiement, afin de garantir non seulement un accès facile à tous les citoyens, quel que soit le pays de l'UE, mais également d'avoir des offres compétitives. Pour bénéficier des offres les plus avantageuses, les clients devraient pouvoir opter, à un coût raisonnable, pour un autre compte de base proposé par une banque située dans l'UE.

Les comptes de paiement de base sont des comptes que les clients peuvent utiliser pour verser de l'argent, retirer des liquidités et effectuer un paiement au sein de l'UE, par exemple des transactions effectuées avec une carte de paiement ou sur Internet.

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

Conférence de presse: mardi 15 avril à 17h30

#bankaccount #bankaccounts

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue de l'accord avec le Conseil \(20.03.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Jürgen Klute \(GUE/NGL, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Renforcer la protection des travailleurs détachés

Les travailleurs détachés dans un autre pays de l'UE seront mieux protégés, conformément à de nouvelles dispositions votées mardi, objets d'un accord informel entre le Parlement et le Conseil. L'équipe de négociation du Parlement a renforcé le texte afin de mieux faire la différence entre les réelles situations de détachement et les tentatives visant à contourner la loi. Le texte donne également aux États membres davantage de marge de manœuvre dans la mise en place de contrôles.

Les sacs en plastique très légers (d'une épaisseur inférieure à 50 microns), soit la grande majorité des sacs utilisés dans l'UE, sont généralement moins réutilisés que les sacs plus épais. Ils deviennent ainsi plus facilement des déchets et finissent souvent par polluer l'environnement.

Les États membres de l'UE seraient contraints de réduire la consommation de ces sacs très légers d'au moins 50% d'ici 2017 et de 80% d'ici 2019. Pour y parvenir, ils peuvent imposer des taxes ou encore prévoir des restrictions ou interdictions à la commercialisation, afin de garantir que les magasins ne fournissent pas gratuitement de sacs en plastique, à l'exception des sacs très légers utilisés pour emballer des aliments en vrac tels que la viande, le poisson et les produits laitiers crus.

D'ici 2019, les sacs en plastique utilisés pour emballer les fruits, les légumes et les confiseries seraient remplacés par des sacs en papier recyclé ou biodégradables et par des sacs compostables.

Davantage de contrôles pour réduire les transferts illégaux de déchets

Une autre législation, mise aux voix jeudi, fixerait des dispositions en faveur de contrôles plus nombreux et mieux planifiés des transferts de déchets au sein de l'UE et vers des pays tiers.

Débat: mardi 15 avril (Auken)

Vote: mercredi 16 avril (Auken)

Débat et vote: jeudi 17 avril (Staes)

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture (accord sur le transfert des déchets)

#plasticbags#waste #environment #shipments

En savoir plus

[Projet de résolution concernant le détachement de travailleurs](#)

[Communiqué de presse sur l'accord informel \(28.02.2014\)](#)

[Questions-Réponses](#)

[Profil du rapporteur Danuta Jazłowiecka \(PPE, PL\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Mémo de la Commission détachement des travailleurs \(chiffres pages 6 et 7\)](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Vers une réduction de 80% des sacs plastiques d'ici 2019

Les pays de l'UE seraient tenus de réduire l'utilisation des sacs en plastique les plus utilisés et les plus polluants de 80% d'ici 2019, conformément à de nouvelles dispositions mises aux voix mercredi. Les députés débattront et voteront, jeudi, une législation visant à lutter contre les transferts illicites de déchets au sein de l'UE et vers des pays tiers.

Les sacs en plastique très légers (d'une épaisseur inférieure à 50 microns), soit la grande majorité des sacs utilisés dans l'UE, sont généralement moins réutilisés que les sacs plus épais. Ils deviennent ainsi plus facilement des déchets et finissent souvent par polluer l'environnement.

Les États membres de l'UE seraient contraints de réduire la consommation de ces sacs très légers d'au moins 50% d'ici 2017 et de 80% d'ici 2019. Pour y parvenir, ils peuvent imposer des taxes ou encore prévoir des restrictions ou interdictions à la commercialisation, afin de garantir que les magasins ne fournissent pas gratuitement de sacs en plastique, à l'exception des sacs très légers utilisés pour emballer des aliments en vrac tels que la viande, le poisson et les produits laitiers crus.

D'ici 2019, les sacs en plastique utilisés pour emballer les fruits, les légumes et les confiseries seraient remplacés par des sacs en papier recyclé ou biodégradables et par des sacs compostables.

Davantage de contrôles pour réduire les transferts illégaux de déchets

Une autre législation, mise aux voix jeudi, fixerait des dispositions en faveur de contrôles plus nombreux et mieux planifiés des transferts de déchets au sein de l'UE et vers des pays tiers.

Débat: mardi 15 avril (Auken)

Vote: mercredi 16 avril (Auken)

Débat et vote: jeudi 17 avril (Staes)

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture (accord sur le transfert des déchets)

#plasticbags#waste #environment #shipments

En savoir plus

[Projet de résolution visant à réduire la consommation de sacs en plastique légers à poignées](#)

[Projet de résolution concernant les transferts de déchets](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement - sacs en plastique](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement - transfert des déchets](#)

[Profil du rapporteur Margrete Auken \(Verts/ALE, DK\) - sacs en plastique](#)

[Profil du rapporteur Bart Staes \(Verts/ALE, BE\) - transfert de déchets](#)

[Parcours législatif: sacs en plastique](#)

[Parcours législatif: transferts de déchets: légalité des transferts](#)

[Matériel audiovisuel](#)

La Première Guerre mondiale, 100 ans après

Les présidents des groupes politiques débattront de l'héritage de la Première Guerre mondiale et des leçons à tirer pour l'avenir de l'Europe, en présence du Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et de la présidence grecque. Le débat se tiendra mercredi matin à partir de 09h00.

Débat: mercredi 16 avril

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un tour des présidents des groupes politiques

En savoir plus

[Matériel audiovisuel](#)

Aide de l'UE aux régions touchées par des catastrophes naturelles en Europe

L'aide de l'UE aux États membres ou aux pays candidats touchés par une catastrophe naturelle devrait être apportée de manière plus rapide et efficace grâce au Fonds de solidarité de l'UE voté mercredi. Les changements, conclus de façon informelle avec le Conseil, incluent une prolongation des délais de 10 à 12 semaines pour demander de l'aide, le paiement anticipé de 10% de l'aide, et la simplification des critères d'approbation en cas de catastrophe "régionale".

La disposition permettant le paiement anticipé de 10% de l'aide (plafonné à 30 millions d'euros) par rapport au montant total escompté a été maintenue grâce aux efforts des députés - malgré les objections lors des négociations avec le Conseil des ministres.

Pour les catastrophes "régionales", les nouvelles règles précisent qu'un critère d'éligibilité unique et simple - un seuil de préjudice estimé à 1,5% du produit intérieur brut de la région - permettra à la Commission européenne d'évaluer plus facilement les demandes et d'accélérer le paiement des aides.

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

Débat: mercredi 16 avril

Vote: mercredi 16 avril

Conférence de presse: mardi 15 avril à 14h00 avec le rapporteur, Rosa Estarás Ferragut (PPE, ES), la Présidente de la commission du développement régional, Danuta Hübner (PPE, PL) et le commissaire pour la politique régionale, Johannes Hahn

En savoir plus

[Plus d'information sur l'accord sur la réforme du Fonds de solidarité de l'UE \(15.03.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Rosa Estarás Ferragut \(PPE, ES\)](#)

[Note d'information sur le fonds de solidarité de l'UE du service de recherche du PE](#)

[Parcours législatif](#)

[Site internet de la Commission européenne sur le fonds de solidarité \(DG REGIO\)](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Le Parlement veut renforcer les dispositions sur la sécurité des produits

Le Parlement se prononcera, mardi, pour rendre obligatoires ou non les étiquettes "made in" pour des biens vendus sur le marché de l'UE. Il proposera également des sanctions plus strictes pour les entreprises qui vendent des produits potentiellement dangereux. Les propositions sont incluses dans deux nouveaux projets législatifs qui renforcent les exigences de sécurité et les règles sur la surveillance du marché, dans le but de protéger davantage les consommateurs européens.

L'étiquetage "made in" permettra d'accroître la traçabilité des biens et, par conséquent, de protéger davantage les consommateurs, affirment les députés de la commission du marché intérieur. Ils ont soutenu la proposition de la Commission européenne en faveur d'un étiquetage obligatoire concernant le pays d'origine, qui remplacerait le système volontaire actuel. Aujourd'hui, pour environ 10% des biens repérés par le système européen d'alerte RAPEX, il n'est pas possible de remonter jusqu'au fabricant. Conformément à la proposition, les fabricants européens pourraient opter pour une étiquette "made in the EU" ou une étiquette mentionnant le nom de leur pays.

Par ailleurs, la commission parlementaire propose d'introduire un nouvel étiquetage volontaire: "Sécurité testée dans l'UE". L'objectif est de montrer aux consommateurs qu'un produit a été testé et déclaré sûr par un organisme indépendant.

De plus, les députés demandent des sanctions plus strictes à l'égard des entreprises qui mettent sur le marché des produits non conformes ou potentiellement dangereux. Ils souhaitent qu'une liste noire publique, dressée à l'échelle européenne, mentionnent les entreprises "qui ont enfreint intentionnellement et à maintes reprises" les dispositions européennes sur la sécurité des produits.

Les règlements proposés couvriront l'ensemble des produits vendus dans l'UE à quelques exceptions près, comme les denrées alimentaires et les médicaments.

Débat: mardi 15 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

Conférence de presse: mercredi 16 avril à 09h30 avec Christel Schaldemose (S&D, DK), rapporteur sur la sécurité des produits, Sirpa Pietikäinen (PPE, FI), rapporteur sur la surveillance du marché et Malcolm Harbour (ECR, UK), président de la commission du marché intérieur

#ProductSafety #MarketSurveillance #ConsumerProtection #consumer

En savoir plus

[Projet de résolution concernant la sécurité des produits de consommation](#)

[Projet de résolution sur la surveillance du marché des produits](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du marché intérieur](#)

[Profil du rapporteur Christel Schaldemose \(S&D, DK\)](#)

[Parcours législatif: sécurité des produits de consommation](#)

[Profil du rapporteur Sirpa Pietikäinen \(PPE, FI\)](#)

[Parcours législatif: surveillance du marché des produits](#)

[Site Internet de la commission du marché intérieur sur la sécurité des produits](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Débat sur l'est de l'Ukraine

Les députés se concentreront sur l'évolution de la situation en Ukraine, et en particulier sur la pression exercée par la Russie visant à déstabiliser l'est du pays, lors d'un débat mercredi matin en présence de Stefan Füle, commissaire européen chargé de l'élargissement et de la politique de voisinage. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

Débat: mercredi 16 avril

Vote: jeudi 17 avril

Procédure: déclaration par la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (avec résolution)

#Ukraine #Donetsk

En savoir plus

[Matériel audiovisuel](#)

Maintien des droits à la retraite acquis dans l'UE

Les travailleurs européens qui s'établissent dans un autre pays de l'UE pourront sauvegarder leurs droits à pension complémentaire. La législation s'appliquera aux citoyens de l'UE qui s'installent dans un autre État membre mais aussi, sur demande du Parlement, aux travailleurs frontaliers au sein de l'UE.

Selon les nouvelles dispositions, la "période d'acquisition des droits", c'est-à-dire la période d'affiliation active nécessaire pour qu'une personne puisse conserver ses droits complémentaires, ne doit pas dépasser trois ans.

Une partie des droits à la retraite, notamment ceux financés par l'État, pour les personnes qui s'établissent dans un autre État membre, sont déjà garantis par la législation européenne. Cependant, une protection équivalente pour les systèmes de retraite complémentaires n'existait pas jusqu'à présent.

Débat: mardi 15 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture

#pensions #pensionrights

En savoir plus

[Projet de résolution sur les prescriptions visant à accroître la mobilité des travailleurs](#)

[Communiqué de presse sur l'accord informel \(26.11.2013\)](#)

[Profil du rapporteur Ria Oomen Ruijten \(PPE, NL\)](#)

[Parcours législatif](#)

Maladies animales et parasites: des mesures plus strictes pour renforcer la sécurité alimentaire

Le Parlement votera, mardi, sur des mesures visant à prévenir et combattre de manière efficace l'éruption de maladies animales, telles que la peste porcine africaine, et à limiter l'introduction de nouveaux parasites dans l'UE. Les députés vont également renforcer les contrôles le long de la chaîne alimentaire pour lutter contre la fraude alimentaire et améliorer la sécurité alimentaire.

Les nouvelles règles sur les maladies animales mettent davantage l'accent sur la prévention, par exemple par de meilleurs élevages et une utilisation des médicaments vétérinaires plus responsable. La Commission européenne sera désormais habilitée à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre les épidémies qui ont un impact considérable sur la santé publique et sur la production agricole, comme la maladie de la langue bleue, la peste porcine africaine ou l'influenza aviaire.

Pour réduire l'afflux croissant d'organismes nuisibles provenant des échanges commerciaux et du changement climatique, les députés de la commission de l'agriculture proposent de remplacer la liste noire de végétaux et de produits végétaux de certains pays ou régions qui sont interdits d'entrée dans l'UE, par une liste positive. Cette dernière inclurait les pays et produits qui ne posent pas de risque considérable pour l'agriculture et qui peuvent être importés dans l'UE.

Pour rendre le système fonctionnel, les règles concernant les contrôles officiels sur l'ensemble de la chaîne alimentaire doivent être étoffées, la transparence doit être accrue et des sanctions dissuasives appliquées, affirment les députés légiférant sur la sécurité alimentaire dans une législation distincte qui sera également mise aux votes mardi.

Débat: lundi 14 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

Conférence de presse: mardi 15 avril à 15h30

#AnimalDiseases, #Pests, #FoodSafety

En savoir plus

[Projet de résolution relatif à la santé animale](#)

[Projet de résolution relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux](#)

[Projet de résolution concernant les contrôles officiels](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'agriculture \(11.02.2014\)](#)

[Profil du rapporteur sur la santé animale Marit Paulsen \(ADLE, SE\)](#)

[Profil du rapporteur sur les mesures de protection Hynek Fajmon \(ECR, CZ\)](#)

[Profil du rapporteur sur les contrôles officiels Mario Pirillo \(S&D, IT\)](#)

[Parcours législatif: santé animale](#)

[Parcours législatif: mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux](#)

[Parcours législatif: controles officiels](#)

Faciliter le réenregistrement des voitures

L'immatriculation d'une voiture dans un autre pays de l'UE devrait être facilitée, grâce à un projet de législation, voté mercredi, visant à simplifier les formalités. Les citoyens déménageant dans un autre pays au sein de l'UE devraient bénéficier d'un délai de 3 mois pour réenregistrer leur voiture, selon le Parlement.

La Commission européenne estime que les nouvelles règles permettraient d'économiser près d'1,5 milliard d'euros par an pour les entreprises et les citoyens.

Débat: mardi 15 avril

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution relatif à la simplification du transfert des véhicules à moteur](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du marché intérieur \(18.03.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Toine Manders \(ADLE, NL\)](#)

[Parcours législatif: simplification du transfert des véhicules moteur immatriculés dans un autre EM](#)

Des camions plus sûrs et plus écologiques

Les conducteurs de camions devraient plus facilement repérer les piétons et cyclistes grâce à la conception de nouvelles cabines, selon de nouvelles dispositions votées mardi. D'autres modifications devraient permettre aux constructeurs de dépasser les limites actuelles de poids et de longueur afin de s'adapter aux moteurs à carburant alternatifs et d'améliorer la carrosserie pour réduire les émissions polluantes.

Les députés débattent du projet législatif lundi et s'accorderont sur un texte en première lecture dans une résolution votée ce mardi.

Débat: lundi 14 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

#trucks

En savoir plus

[Projet de résolution fixant, pour certains véhicules routiers, les dimensions maximales autorisées](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des transports \(20.03.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Jörg Leichtfried \(S&D, AT\)](#)

[Parcours législatif: dimensions et poids maximaux autorisés pour certains véhicules routiers](#)

Réglementer les marchés financiers et réduire le trading à haute fréquence

Une mise à jour des dispositions visant à rendre les marchés plus sûrs et plus efficaces, à mieux protéger les investisseurs et à réduire le trading à haute fréquence sera mise aux voix mardi. Ces règles ont déjà été approuvées de manière informelle avec le Conseil des ministres.

Pour couvrir autant d'opérations que possible, les nouvelles dispositions contraindront les entreprises à effectuer leurs opérations sur des plates-formes organisées, notamment des marchés réglementés tels que les bourses; des systèmes multilatéraux de négociation (MTT) contrôlés par des opérateurs de marché agréés ou par de grandes entreprises d'investissement; et des systèmes organisés de négociation (OFT) pour les instruments autres que de capitaux propres (comme des obligations, des quotas d'émission et des instruments dérivés).

Protéger les investisseurs

Selon les nouvelles dispositions, les entreprises qui fournissent des services d'investissement visant à concevoir des produits d'investissement pour des groupes de clients spécifiques en fonction de leurs besoins, seraient tenues d'éliminer les produits "nuisibles" (par exemple ceux entraînant des pertes importantes pour de nombreux investisseurs). Elles seraient également contraintes d'informer les clients des risques associés aux produits et stratégies d'investissement proposés, et de préciser si oui ou non le conseil apporté est fourni sur une base indépendante.

Réduire le trading à haute fréquence

Par ailleurs, le Parlement a introduit les premières dispositions européennes sur le trading "algorithmique", qui repose sur des programmes informatiques pour déterminer la date et l'heure, le prix ou la quantité de l'ordre en quelques fractions de seconde. Toute entreprise d'investissement qui s'engage dans un tel trading devra disposer de systèmes efficaces et mettre des contrôles en place, comme des "coupe-circuit" pour stopper le processus de trading en cas de volatilité trop importante des prix.

Mardi, le Parlement se prononcera également sur les dispositions relatives aux dépositaires centraux de titres, les organismes chargés de régler les titres de créance. Lorsque ces règles seront d'application, l'ensemble du processus de trading serait réglementé.

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accords de première lecture

#MIFID, #MIFIDReview

En savoir plus

[Communiqué de presse suite à l'accord avec le Conseil \(14.01.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Markus Ferber \(PPE, DE\)](#)

[Parcours législatif MIFID](#)

[Parcours législatif MIFIR](#)

[Profil du rapporteur Kay Swinburne \(ECR, UK\)](#)

[Projet de rapport CSD](#)

[Parcours législatif CSD](#)

Les députés veulent protéger les petits investisseurs

Les petits investisseurs devraient être mieux protégés contre les fonds d'investissement qui prennent des risques excessifs, selon un projet législatif voté mardi. Le texte adapte également les règles de rémunération des gestionnaires de fonds pour les encourager à prendre des risques raisonnables et à avoir une vision à long terme.

Pour déterminer clairement la responsabilité des fonds des petits investisseurs, la législation obligerait les OPCVM à désigner un seul "dépositaire" (entreprise d'investissement ou établissement de crédit) pour superviser les paiements des investisseurs et agir comme administrateur de leurs actifs.

Les gestionnaires de fonds ne devraient pas prendre des risques dépassant ce qui est accepté par leurs investisseurs en OPCVM. La moitié de la part variable de la rémunération des gérants de fonds UCITS devra être versée sous forme de parts dans le fonds UCITS. De plus, 40 % d'un bonus seront versés à l'issue d'une période d'au moins trois ans afin d'encourager les gestionnaires à avoir une politique à long terme.

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

UCITS# #Funds #finance

En savoir plus

[Communiqué de presse après le vote parlementaire sur les amendements \(03.07.2013\)](#)

[Profil du rapporteur Sven Giegold \(Verts/ALE, DE\)](#)

[Parcours législatif: organismes de placement collectif en valeurs mobilières \(OPCVM\)](#)

Produits d'investissement: vers une meilleure information des consommateurs

De nouvelles dispositions européennes, déjà conclues avec le Conseil, sur les informations clés à communiquer aux petits investisseurs avant la signature d'un contrat seront mises aux voix en plénière mardi. Ces règles exigent que des informations claires, comparables et exhaustives sur tout produit d'investissement soient fournies dans un document d'informations clés obligatoire, de trois pages en format A4.

Conformément aux dispositions, tous les petits investisseurs (non professionnels) devront recevoir un document standard d'informations clés (Key Information Document - KID) de trois pages en format A4, avant de signer un contrat. Ce document les aidera à comprendre et à comparer les produits d'investissement de détail ainsi que les produits d'investissement basés sur les assurances. Les investisseurs pourront également estimer les coûts totaux de leur investissement tout en connaissant leur profil de risque et de rémunération.

Les documents d'informations clés ne doivent pas induire les investisseurs en erreur. Si un petit investisseur parvient à prouver qu'un tel document est inexact ou incohérent par rapport à tout document contractuel, alors le concepteur du produit d'investissement pourrait être tenu responsable en vertu du droit national.

Vote: mardi 15 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#PRIIPS

En savoir plus

[Communiqué de presse après l'accord avec le Conseil \(01.04.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Pervenche Berès \(S&D, FR\)](#)

[Parcours législatif - Produits d'investissement: documents d'informations clés](#)

Les députés veulent des mesures contre les importations déloyales

L'UE devrait augmenter ses droits antidumping contre les importations de pays tiers subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping et aider les petites entreprises à tirer profit des instruments de défense commerciale de l'UE, selon une résolution du Parlement votée mercredi.

Du fait de leurs coûts et de leur complexité, les enquêtes antidumping sont souvent initiées par les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises ne disposent souvent pas de l'expertise et des moyens financiers nécessaires, soulignent les députés.

Les États membres n'ont pas encore adopté de position commune sur la réforme des instruments de défense commerciale de l'UE. Les députés définiront donc leur position afin de permettre au nouveau Parlement de poursuivre et conclure les négociations.

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution sur la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping](#)

[Communiqué de presse sur le vote du PE sur le mandat \(05.02.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Christofer Fjellner \(PPE, SE\)](#)

[Parcours législatif: défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping](#)

De nouvelles mesures sur les opérations de secours pour éviter les décès en mer

De nouvelles dispositions sur les opérations de recherche et de secours qui clarifient la manière dont les garde-frontières de Frontex devraient traiter les migrants en mer, et qui précisent le lieu où ils devraient les débarquer, seront mises aux voix mercredi. Ces mesures, déjà conclues de manière informelle entre les négociateurs du Parlement et du Conseil, devraient permettre à Frontex d'être plus efficace en cas d'urgence et d'empêcher les décès en mer.

Selon le texte conclu, les unités de garde-frontières participant aux opérations de Frontex ont le devoir de s'engager et de sauver des vies. Les députés ont supprimé une disposition qui aurait permis des opérations de "refoulement" en haute mer. Ils ont également renforcé le principe de "non-refoulement" selon lequel les migrants ne doivent pas être renvoyés dans leur pays d'origine ou tout autre pays dans lequel il existe un risque de persécution, de torture ou d'autres préjudices graves.

Selon les estimations, 20 000 personnes sont décédées ces vingt dernières années en essayant de traverser la Méditerranée.

Débat: mardi 15 avril

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#Frontex #migration

En savoir plus

[Projet d'accord](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de la justice et des affaires intérieures](#)

[Profil du rapporteur Carlos Coelho \(PPE, PT\)](#)

[Parcours législatif: surveillance des frontières maritimes extérieures](#)

Un vote pour de nouveaux pouvoirs d'enquête pour les députés

Une proposition d'extension des pouvoirs d'enquête du Parlement sur les violations présumées du droit communautaire sera votée mercredi. Ces nouveaux pouvoirs incluraient le droit de mener des enquêtes de terrain, d'entendre des témoins pour qu'ils déposent sous serment, et d'avoir accès aux documents pertinents.

Ces nouveaux pouvoirs sont nécessaires pour rectifier les problèmes rencontrés par les commissions d'enquêtes précédentes, ont expliqué les députés de la commission des affaires constitutionnelles. Pour entrer en vigueur, le règlement proposé doit encore recevoir l'approbation du Conseil et de la Commission.

Depuis 1995, à savoir l'introduction du pouvoir d'enquête, le Parlement a mis sur pied trois commissions d'enquête pour faire des investigations sur les fraudes en matière de TVA et de droits de douane dans le cadre du régime de transit communautaire (1997), sur la gestion de la crise de la vache folle (ESB) (1997), et sur la débâcle financière de la compagnie d'assurances "Equitable Life".

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: législative ordinaire

En savoir plus

[Projet de résolution sur les modalités détaillées de l'exercice du droit d'enquête du PE](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires constitutionnelles \(11.10.2011\)](#)

[Profil du rapporteur David Martin \(S&D, UK\)](#)

[Parcours législatif: modalités d'exercice du droit d'enquête du Parlement européen](#)

Vote sur le Fonds pour la pêche

Les règles de fonctionnement du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), destinées à aider les pêcheurs à se conformer aux exigences de la nouvelle politique commune de la pêche, seront votées mercredi. Le FEAMP vise à aider les pêcheurs à respecter l'interdiction des rejets de poisson en mer, par exemple en investissant dans des engins de pêche plus sélectifs, à améliorer la sécurité, les conditions de travail, la collecte des données et les infrastructures portuaires.

L'ensemble de ces mesures a pour objectif de tendre vers une politique de pêche plus durable.

Lors des négociations avec le Conseil et la Commission sur les nouvelles dispositions relatives aux fonds, les députés ont obtenu davantage de financements pour la collecte et la gestion des données de pêche, essentielles par exemple pour définir des limites de captures de poissons plus durables.

Les jeunes pêcheurs pourront recevoir un financement de soutien à l'installation pouvant aller jusqu'à 75 000 euros. Le renouvellement des engins de pêche pourra également être financé sous certaines conditions mais les subventions destinées au renouvellement de flottes de pêche ont été supprimées.

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

Conférence de presse: mercredi 16 avril à 19h00

#CFPreform

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord avec le Conseil \(avec lien du texte de l'accord\)](#)

[Profil du rapporteur Alain Cadec \(PPE, FR\)](#)

[Note d'information](#)

[Parcours législatif](#)

Non aux espèces exotiques envahissantes dans l'UE

Des mesures visant à empêcher l'introduction dans l'UE de plantes, animaux ou insectes exotiques envahissants, et à limiter les dégâts écologiques et économiques qu'ils causent lorsqu'ils pénètrent et se propagent sur le territoire européen, seront votées mercredi. Le projet législatif, déjà conclu de manière informelle avec les ministres de l'UE, interdirait les espèces déclarées "préoccupantes pour l'Union" et contraindrait les États membres à coordonner leurs efforts pour les éradiquer.

La législation rendrait illicites l'introduction, le transport, la mise sur le marché, la détention, l'élevage ou la libération dans l'environnement de toute espèce mentionnée comme "préoccupante pour l'Union". Cette liste serait ouverte et ne serait pas seulement plafonnée à 50 espèces comme proposé à l'origine.

Le coût des espèces exotiques envahissantes dans l'UE est estimé à 12 milliards d'euros par an.

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#InvasiveSpecies #environment

En savoir plus

[Projet de résolution sur la propagation des espèces exotiques envahissantes](#)
[Communiqué de presse après l'accord avec le Conseil \(05.03.2014\)](#)
[Profil du rapporteur Pavel Poc \(S&D, CZ\)](#)
[Parcours législatif](#)

Faciliter la récupération des biens culturels exportés illégalement

Récupérer des œuvres d'art ou d'autres objets considérés comme "trésors nationaux" qui ont quitté illégalement le territoire d'un pays membre après 1993 deviendra plus facile grâce à des procédures plus souples et moins coûteuses. Si les députés approuvent l'accord informel avec le Conseil, le détenteur d'un tel objet devra désormais prouver qu'il l'a acquis de bonne foi et vérifier la légalité de l'exportation avant de pouvoir prétendre à une indemnisation pour des objets restitués.

Depuis la création du marché intérieur, plusieurs pays de l'Union européenne, comme l'Italie, la Pologne, la France, l'Allemagne ou la Roumanie, ont été confrontés à d'importants vols et à des exportations illicites de biens de leur patrimoine culturel.

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution sur la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de la culture \(20.01.2014\)](#)

[Profil du rapporteur Marie-Christine Vergiat \(GUE/NLE, FR\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Note sur l'analyse d'impact de la révision](#)

[Matériel audiovisuel](#)

Budget: des ressources propres pour réduire les contributions des États membres

La part des contributions des États membres au budget de l'UE, qui se base sur le revenu national brut (RNB), devrait être réduite de 64% à 40% du revenu total de l'UE et remplacé par de réelles "ressources propres", comme le prévoit le traité de l'UE, signale un projet de résolution voté ce mercredi. Les revenus issus de la taxe sur la valeur ajoutée, qui fournissent aujourd'hui 11% du budget de l'UE, doivent également être réformés de manière importante, ajoutent les députés.

Les résolutions seront débattues et votées mercredi. Elles reposent sur le travail du groupe de haut niveau sur les ressources propres, qui a été créé récemment dans le but de proposer en 2016 des moyens pour moderniser les dispositifs de financement du prochain budget à long terme de l'UE, le cadre financier pluriannuel.

Chaque institution (Conseil des ministres, Commission européenne et Parlement européen) compte trois membres au sein du groupe de haut niveau, qui est dirigé par l'ancien Premier ministre italien, Mario Monti.

Débat: mercredi 16 avril

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: consultation

En savoir plus

[Projet de résolution relatif au système des ressources propres de l'Union européenne](#)

[Profil du co-rapporteur Anne Jensen \(ADLE, DK\)](#)

[Profil du co-rapporteur Jean-Luc Dehaene \(PPE, BE\)](#)

Les députés veulent encourager les lobbyistes à signer le registre de transparence de l'UE

Des mesures visant à encourager les lobbyistes travaillant avec l'Union européenne à signer le registre de transparence public de l'UE et à rendre leurs relations avec les institutions plus transparentes, seront votées mardi.

Jusqu'à présent, environ 75% de l'ensemble des organisations professionnelles et approximativement 60% des ONG opérant à Bruxelles ont signé le registre.

Débat: lundi 14 avril

Vote: mardi 15 avril

Procédure: accord interinstitutionnel, article 127

En savoir plus

[Projet de résolution sur la modification de l'accord relatif au registre de transparence](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires constitutionnelles](#)

[Profil du rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

[Registre de transparence](#)

[Code de conduite](#)

[Liste des recommandations du groupe de travail](#)

[Parcours législatif: modification de l'accord interinstitutionnel quant au registre de transparence](#)

Nouvelles règles sur le financement des partis politiques et fondations de l'UE

Un projet visant à réformer le système de financement et le statut juridique des partis politiques européens et de leurs fondations affiliées, conclu de manière informelle avec le Conseil, sera voté mercredi.

Les nouvelles dispositions visent à clarifier le financement de ces organisations et renforcer leur caractère européen. Un système pour contrôler le respect des règles et imposer des sanctions en cas de violation fait également partie de l'accord.

Débat: mercredi 16 avril

Vote: mercredi 16 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

En savoir plus

[Projet de résolution relatif au statut et au financement des partis politiques européens](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires constitutionnelles](#)

[Profil du rapporteur Marietta Giannakou \(PPE, EL\)](#)

[Subventions du Parlement européen aux partis politiques au niveau européen 2004-2013](#)

[Parcours législatif: partis politiques européens et fondations politiques européennes](#)

Vers un retrait rapide des "euphorisants légaux" du marché européen

Un projet permettant de retirer du marché européen des substances psychoactives nuisibles ("euphorisants légaux") sera mis aux voix jeudi. Les députés souhaitent protéger la santé et la sécurité des jeunes, tout en garantissant que les échanges pour une utilisation industrielle et commerciale de ces substances ne soient pas entravés. Les auteurs de délits qui enfreignent l'interdiction portant sur les substances les plus nuisibles pourraient être condamnés à dix ans de prison.

Les dispositions européennes proposées visent à aborder l'urgence de la situation et à lutter contre la diffusion rapide de nouvelles substances psychoactives dont les effets sont semblables à des drogues illicites telles que l'ecstasy et la cocaïne. Selon une étude Eurobaromètre de 2011, 5% des jeunes Européens ont consommé de telles substances au moins une fois dans leur vie, et ce pourcentage s'élève même à 16% en Irlande et à près de 10% en Pologne, en Lettonie et au Royaume-Uni.

Vote: jeudi 17 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

#drugs

En savoir plus

[Projet de résolution sur les nouvelles substances psychoactives](#)

[Projet de résolution sur les éléments constitutifs des infractions pénales](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de la justice \(10.03.2014\)](#)

[Profil du rapporteur pour le projet de règlement Jacek Protasiewicz \(PPE, PL\)](#)

[Profil du rapporteur pour le projet de directive Teresa Jiménez-Becerril \(PPE, ES\)](#)

[Parcours législatif: nouvelles substances psychoactives](#)

[Parcours législatif: dispositions relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 17 avril à 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

- Récents cas de persécution au Pakistan
- Situation de certaines communautés vulnérables en Syrie
- Situation en Corée du Nord

Débat: jeudi 17 avril

Vote: jeudi 17 avril

Procédure: résolutions non législatives

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et soumis au vote, figurent:

- Déploiement d'une infrastructure pour les carburants de substitution, *débat lundi, vote mardi* (Fidanza)
- Restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, *débat lundi, vote mardi* (Leichtfried)
- Déploiement du service eCall interopérable dans toute l'Union européenne, *vote mardi* (De Backer)
- Publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés, *vote mardi* (Baldassarre)
- Infractions au droit de la concurrence, *vote mercredi* (Schwab)
- Action de l'Union en faveur des capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033, *vote mardi* (Scurria)
- Mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, *vote mardi* (Herczog)
- Ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, *vote mardi* (Baldassare)
- Promotion des produits agricoles sur le marché intérieur et dans les pays tiers, *vote mardi* (Herranz García)
- Étiquetage du miel, *vote mercredi* (Girling)
- Responsabilité financière liée aux règlements des différends investisseur-État, *vote mercredi* (Zalewski, accord)
- Relations UE-Japon, *débat et vote jeudi* (Peterle - INI)
- Accords de partenariat de pêche CE-Seychelles, CE-Comores, et UE-Madagascar, *votes mercredi* (Patrao Neves, Walesa, Rivellini)
- Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal, *vote mercredi* (Grässle, Lopez Aguilar)

- Mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation - demande EGF/2012/007 IT/VDC Technologies, *vote mardi* (Daerden)
- Libertés religieuses et diversité culturelle - déclaration de la Commission, *débat mercredi*
- Mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation - ES/Grupo Santana, *vote mardi* (Daerden)
- Négociations sur l'accord de libre-échange UE-Vietnam, déclaration de la Commission, *débat et vote jeudi*